

## À PROPOS DE LA POLITIQUE NAPOLÉONIENNE À L'ÉGARD DES PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES

C'est avec tristesse que nous signalons ici le dernier ouvrage d'un grand travailleur qui fut, pendant longtemps, l'ami de notre Institut et le collaborateur inlassable de cette revue, Paul Cernovodeanu. Le travail de longue haleine qu'il avait achevé et qui vient d'être publié par les soins d'Ovidiu Cristea et Gheorghe Lazăr est un recueil des rapports consulaires et diplomatiques anglais concernant les Principautés danubiennes, lequel commence dès le début du XIXe siècle, quoique le consulat britannique n'existe que depuis 1803, quand il fut établi par la Compagnie des Indes Orientales, et finit avec la paix de Bucarest en 1812 (*Rapoarte consulare și diplomatice engleze privind Principatele danubiene 1800–1812*. Editor : Paul CERNOVODEANU, Editura Istros, Brăila, 2007, 487 p.).

Nous n'allons pas refaire ici ce que l'introduction de l'éditeur contient déjà, une interprétation synthétique des documents contenus dans ce volume, qui reflètent les efforts de la politique anglaise de contrecarrer l'influence française en Valachie et en Moldavie durant les guerres napoléoniennes. Ce que cette présentation apporte de surcroît c'est un aperçu des tentatives précédentes de publier la correspondance des consuls anglais dans les Principautés (les années 1828–1836 étaient déjà connues depuis 1916 par l'étude de I.C. Filitti). On rend ainsi justice à la contribution de D.N. Ciotori, personnage très intéressant, mais peu connu, dont l'activité diplomatique, évitant la clarté du jour, fut complétée par les cinq gros dossiers de copies tirées du Public Record Office et déposées après 1936 à Bucarest, à la Bibliothèque de l'Académie. C'est de la même époque que datent les recherches d'Elvira Georgescu, qui fut élève de l'Ecole Roumaine en France, oubliée ensuite, pendant les longues années de son enseignement dans un lycée de Ploiești. Né en 1927, Cernovodeanu s'était engagé dans la même direction que ces prédécesseurs et presque tout ce qu'on a accompli dans le domaine de l'histoire des relations anglo-roumaines à partir de 1970 porte sa marque ineffaçable.

Les premiers des documents publiés ici portent la signature de lord Elgin, celui des marbres, auquel vont succéder comme ambassadeurs à Constantinople Drummond, Arbuthnot, Straton, Adair, Stratford Canning et Liston. Les nouvelles de Bucarest et de Jassy, en passant par Péra ou par Malte, entretiennent une information régulière sur le fond des événements dramatiques produits par la quatrième et la cinquième coalition contre la France et par la guerre russo-turque qui ne prend fin qu'en 1812. Mais ce qui se dégage surtout de cet ensemble c'est la figure de Francis Summerer, dont le frère, Luca de Kiriko, fut consul de Russie en Valachie de 1795 à 1817, et qui fut lui-même présent à Bucarest au cours de années

1800–1807. Il était de souche allemande et apparenté au monde international des drogmans de Constantinople. D'ailleurs, il écrit en français et en italien et il était abonné au « Courrier de Londres » qui était une gazette française. Sa surveillance s'exerçait sur les émigrés royalistes, l'un de ceux-ci, Gaspary de Belleval, étant l'objet de ses dénonciations jusqu'à ce qu'il fût arrêté à Paris par la police de Fouché. La profusion de renseignements que fournit sa correspondance est due à ses démêlés avec le gouvernement de Londres, duquel il réclamait de fortes sommes d'argent comme salaire, en tant que « consul général pour la Wallachie et la Moldavie », et comme dédommagement des dépenses auxquelles il avait été obligé par le prix des vivres et de la location à Bucarest. Pour soutenir ses revendications, Summerer faisait valoir son « désintéressement qui caractérise l'honnête homme » et il invoquait l'importance stratégique de Bucarest « depuis que cette ville étoit la route des correspondances de l'Europe ». Le consul britannique remplissait son devoir en envoyant ses observations sur les agents de Napoléon qui traversaient la région : Charles Reinhard, par exemple, dont le séjour en Moldavie nous est bien connu par les lettres de sa femme, ou Amédée Jaubert et le général Gardanne, chargés en 1804 et 1807 de missions en Perse. La relation de la visite de Sébastiani à Bucarest est adressée, presque dans les mêmes termes, à Charles Arbuthnot et à sir Robert Adair. Selon les comptes de Francis Summerer, celui-ci devait payer ses correspondants : « l'homme qui me donnait toutes les nouvelles de Crayova, Widdin et une partie des nouvelles du bord du Danube, celui de Yassy m'informait des affaires intérieures de la province [de Moldavie], intrigues des Russes et des Français...ainsi que tous les détails des frontières de la Russie, de la Boucovine et de la Pologne, celui d'Ibraila et Gallatz me donnoit les nouvelles de la Bessarabie et quelquefois celles de la Géorgie, celui de Cronstad et Hermanstad toutes les nouvelles de l'Europe ». Ailleurs, il est question d'un « homme déguisé envoyé chez les Serviens pour connaître les intrigues du fameux Avram, espion soldé par les Français », d'un autre « expédié chez les Bulgares déguisé en marchand » ou encore d'un messenger « déguisé en marchand de tabac ». Non seulement le loyer de la maison à Bucarest, l'huile à lampe pour l'éclairage, le thé, le café et le sucre sont enregistrés comme dépenses, mais aussi le bois et le charbon du chauffage, pour les hivers « qui durent généralement plus de cinq mois en ces provinces », et le foin pour nourrir les chevaux de l'indispensable carrosse. Tabatières, montres et châles servaient à corrompre divers dignitaires qu'il fallait attirer du côté de l'Angleterre. Car, selon un témoin de la situation à Bucarest en 1807, « les Russes et les Français employent la moitié de la ville pour espionner l'autre ; c'est une police d'enfer ». Ce qui pourrait servir de conclusion quand il s'agit de décrire l'effet pervers de la collusion franco-russe.

Croiser et multiplier les regards afin d'analyser les enjeux et les actions du « grand jeu » qui se déroulait à l'époque de Napoléon offre une perspective sur l'histoire des territoires danubiens et balkaniques qui n'ont pas échappé à l'emprise du conflit entre les quatre Empires : russe, autrichien, ottoman et français. Or, nous

voulons ajouter au dossier une source d'information rarement employée aujourd'hui, un volume de documents publié à l'occasion du centenaire de la campagne de Russie. Les historiens français, sous la houlette de Frédéric Masson, le grand maître des études napoléoniennes, ont reçu alors la permission de regarder dans les archives russes. Le résultat d'une collaboration rendue possible par l'alliance politique de la Troisième République et du tzar fut un livre intitulé *Lettres interceptées par les Russes durant la campagne de 1812* (Paris, 1913). Les Cosaques s'étaient emparés de la poste qui transportait en France des messages de la Grande Armée : confessions, lettres d'amour, flagorneries à faire lire aux chefs, enfin toutes ces voix qui se mêlent en désordre, du plus obscur soldat aux commandants fameux. C'est poignant, si l'on se souvient que, fréquemment, c'était la dernière lettre d'un homme qui n'allait plus revoir sa famille. A cette collection s'ajoutent un certain nombre de lettres qui étaient envoyées de Paris aux militaires se trouvant alors en Russie, mais qui ont été arrêtées par la censure impériale pour ne pas décourager leurs destinataires. Il était question, par exemple, de la conspiration du général Malet, qui indiquait que la confiance française en Napoléon était ébranlée.

Les lettres les plus intéressantes sont celles de Stendhal, neuf pièces écrites entre le 15 octobre et le 10 novembre 1812. Il y en a qui éclairent l'activité militaire d'Henri Beyle, telle cette lettre adressée à l'intendant de Moguilev avec l'intention d'acheter des boeufs et cent mille quintaux de farine et d'avoine (pp.128–130, Moscou, 15 octobre). Il y en a d'autres où apparaît la vie sentimentale de l'écrivain, lorsqu'il demande à un notaire parisien si Mélanie Guilbert, dont il était alors amoureux, se trouve à Saint-Pétersbourg (pp.152–153, même date). En fait de sensibilité, il est amusant de découvrir que le maréchal Duroc écrivait le même jour une lettre à sa maîtresse et une autre à sa femme (p. 159, Moscou, le 16 octobre). Henri Beyle, toujours lui, à propos de l'incendie de Moscou : « Vous savez que Moscou avait 400 ou 500 palais ornés avec une volupté charmante, inconnue à Paris et qu'on ne voit que dans l'heureuse Italie » (pp. 160–162, lettre à la comtesse Daru). Le pillage de ces résidences aristocratiques par l'armée française avait parfois une excuse ; ainsi, un officier raconte à sa femme : « un des fruits les plus précieux de mes derniers exploits sera un portrait de Paul I, affublé de tous ses ordres et que je destine au musée de Choiseul. C'est à peu près tout ce que je pourrai emporter » (p.157). Arrivé à Smolensk, Beyle dévoile à son amie, Mme Daru, les difficultés qu'il venait d'éprouver ; il avait escorté avec deux ou trois cents soldats un convoi de 1500 blessés. Pendant dix-huit jours, ils s'étaient nourris seulement de pain et d'eau : « Nos peines physiques de Moscou ont été diaboliques ». Et pendant ce temps, les soldats avaient des diamants dans leurs poches ! (pp.241–244, 268–270).

Parmi ces documents, d'une grande valeur pour l'histoire et l'histoire littéraire, on a intercepté une lettre de l'Empereur lui-même, datée de Moscou, le 16 octobre 1812 :

« Monsieur le duc de Bassano.

Je suppose que vous avez fait partir le sieur Ledoux [sic], mon consul à Bucharest, et celui qui était à Jassy, afin qu'ils puissent entrer dans cette ville le même jour que les Turcs en reprendront possession. Si vous ne l'avez pas déjà fait, ce serait une négligence qu'il faudrait vous empresser de réparer en faisant partir sur le champ ces agents. *Il m'est très important d'avoir des agents intelligents dans ces deux points.* Donnez-leur l'ordre d'envoyer fréquemment des courriers. Ils n'ont pas besoin de nouveaux pouvoirs, ni de nouvelles lettres de créance, puisqu'ils n'ont pas cessé d'être accrédités auprès de la Porte.

*Napoléon »*

Le ministre des Affaires Etrangères, Maret, duc de Bassano, recevait donc l'ordre de rétablir les agents français en Valachie et en Moldavie aussitôt que l'armée russe aura quitté le territoire des Principautés en vertu du traité conclu entre le sultan et le tzar. Le consul à Bucarest était Joseph Ledoux, qui a occupé ce poste de 1809 à 1816, avec deux brèves interruptions en 1810 et 1812, dues à la présence des troupes russes. Que l'Empereur ait songé à cet aspect des relations avec la Porte en un moment des plus critiques, trois jours avant d'évacuer Moscou, montre que les mots soulignés dans cette lettre expriment son espoir d'inclure les pays roumains dans le nouvel ordre européen qu'il avait inventé.

De ces instructions, comme des documents édités par Paul Cernovodeanu, il ressort que l'opposition de la Russie et de la France s'est étendue sur le territoire des Principautés. La politique anglaise l'a exploitée avant Tilsit comme après la rupture de l'alliance et, en 1812, la pression qu'elle a fait peser sur la Porte a précipité la signature du traité qui rendait à Alexandre l'armée dont il avait besoin pour se défendre.

*Andrei Pippidi*

(Institut d'Études Sud-Est Européennes)